

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixant une liste des opérations de restructuration des services pour introduire les restructurations consécutives à l'évolution de l'organisation de la prévision des crues et de l'hydrométrie (opération 31)

Fiche d'impact

Le contexte

La réforme en cours relative à l'évolution de l'organisation pour la prévision des crues et l'hydrométrie vise une densification des services de prévision des crues (SPC) et un renforcement de la cohérence entre l'activité de ces services et celle des unités d'hydrométrie. Ces services seront désormais intégrés à une DREAL. Sur les 11 SPC concernés, 2 sont actuellement rattachés à un service navigation (présentant ainsi un lien de connexité avec la réforme des voies navigables traitée parallèlement dans le projet d'arrêté).

Pour accompagner la mobilité des agents publics dans le cadre des restructurations de services, le décret 2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités de la réforme du ministère chargé du développement durable ainsi qu'aux situations de ses agents.

Dans ce contexte, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEDDTL ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le projet d'arrêté prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant les restructurations consécutives à l'évolution de l'organisation de la prévision des crues et de l'hydrométrie

Les agents de ces services qui remplissent les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement dans le cadre de réorganisations de services.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : pour l'ensemble des services, SN et DDT, environ 120 agents sont concernés dont une trentaine susceptibles de se voir proposer un changement de résidence ;
- calendrier de mise en œuvre : projet de texte présenté en groupe d'échanges le 18 juin 2012, avis du CTM, puis signature au cours de l'été 2012 ;
- en parallèle, saisine du SGG pour que cette opération soit retenue dans l'arrêté du Premier ministre pour que les agents affectés dans les DDT concernées bénéficient de la PRS.